

LA SALLE DE LECTURE DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE A VERSAILLES

LES membres de l'A.B.F. qui ont participé au congrès de Versailles en 1978 se souviennent de leur visite à l'Annexe de la Bibliothèque nationale. L'excellent accueil qui leur avait été réservé alors, a sans doute corrigé dans leur esprit l'impression sévère produite par les trois longs bâtiments parallèles dont les murs pignons, rue Montbauron, portent les dates successives de construction : 1933, 1953, 1968.

Une salle de lecture de trente places avait été prévue, dès l'origine, et l'Administrateur général, Julien Cain, jugeait ainsi cette première décentralisation, dans son rapport au ministre de l'Education nationale : « La Bibliothèque nationale (...) se félicite que l'on ait choisi une ville qui, par la facilité des communications et les ressources de toute nature qu'elle présente, attirera plus que toute autre les érudits et les travailleurs ». Aujourd'hui, le calme du quartier, la cour fleurie de forsythias, tulipes ou bégonias selon la saison, la proximité de la piscine municipale, comme du château et de son parc, sont appréciés par un public sensible à l'environnement.

En 1981, l'ouverture quotidienne de la salle de lecture, envisagée dès 1971, et différée d'année en année, faute de moyens, est enfin mise en application. Les lecteurs n'avaient cessé de la réclamer, mais les habitués de la Salle ovale furent douloureusement surpris lorsqu'ils apprirent que les collections de périodiques, cotées Jo, ne seraient plus transférées, rue de Richelieu. Cependant, en 1979, année de pointe, le poids des cantines transportant les collections de Versailles à Paris atteignait presque 34 tonnes. Pour des raisons d'économie comme pour des raisons de conservation, il devenait urgent de faire cesser cette navette. La situation actuelle s'explique par le développement des activités de l'Annexe, en livraison avec l'accroissement des collections.

Une décentralisation très progressive

Le dépôt initial avait été judicieusement constitué, de manière à libérer le maximum de place à Paris, sans toutefois priver la Bibliothèque nationale de collections de premier ordre. Ainsi, dès le début de l'année 1935, 13 km de presse locale et de journaux de province, soigneusement pliés, emballés et ficelés, occupaient déjà 45 % des rayonnages du Bâtiment A. S'y ajoutaient bulletins paroissiaux, affiches électorales, brevets d'invention et ouvrages en double.

Conçue avant tout comme un dépôt, l'Annexe ne comptait qu'un seul magasinier jusqu'en 1942 : André Carpentier, dont le dévouement lui a valu de laisser son nom à l'atelier de maintenance. De 1943 à 1953, l'effectif a compris 2 personnes, de 1954 à juin 1960, 3 personnes, 4 à partir de juillet 1960. En 1965, la direction des deux bâtiments existants est confié à une sous-bibliothécaire. En 1969, à l'occasion de la mise en service du troisième bâtiment, un poste de conservateur des périodiques est créé, avec la responsabilité de l'ensemble de l'Annexe. Depuis 1979, dans un but de coordination, un conservateur en chef s'occupe particulièrement des locaux, du matériel et des relations avec le Service du personnel et les différents Départements et Services de Paris qui ont récemment créé des antennes à Versailles. Aujourd'hui, 38 personnes travaillent à l'Annexe, dont 24 relèvent du Département des Périodiques, le plus anciennement implanté.

Les deux bâtiments les plus anciens, A et B, restent affectés aux périodiques : ils totalisent environ 40 km de rayonnages identiques. Au contraire, le bâtiment C a été équipé de rayonnages « compactus », prévus d'emblée pour des formats variés. 60 km

environ étaient disponibles pour recevoir les fonds multiples qui se sont accumulés, rue Montbaouron, depuis 1970 : aux dépôts originels regroupés dans le troisième bâtiment, se sont donc ajoutés des fonds spéciaux ; des publications officielles ; des séries relatives aux conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, appartenant au Service de l'Histoire de France ; les thèses de médecine, de pharmacie et la plupart des thèses de sciences ; des collections de romans populaires, des livres pornographiques et les ouvrages de vulgarisation cotés El (1).

En 1981, 624 imprimés, autres que des périodiques, ont été communiqués dans l'unique salle de lecture d'autrefois. Ce chiffre représente 4 % des communications de périodiques, qui se sont élevées à 17 066 paquets ou volumes (2). Cet apport, minime et tout récent, affecte peu la courbe d'activité de la salle de lecture, dans l'ensemble homogène, et principalement axée sur la consultation des périodiques.

Vers un Service public actif

Ces étapes, brièvement retracées, expliquent les lacunes des informations qui retracent la petite histoire de l'Annexe. Alors que, depuis 1970, nous disposons de rapports annuels détaillés, les premiers comptes-rendus d'activité sont très sommaires, et encore, ils n'existent que depuis 1945. Les chiffres permettent cependant de commenter et comparer la communication des collections de Jo, qui a existé, depuis l'origine, tant à Paris qu'à Versailles.

De 1945 à 1955, les statistiques annuelles de Versailles tiennent compte uniquement du nombre de bulletins servis et du nombre de lecteurs. Un bulletin permet de consulter un ou plusieurs paquets. La moyenne de ces onze années donne 171 lecteurs et 300 bulletins par an, avec des extrêmes compris entre 80 lecteurs et 150 bulletins en 1945 ; 278 lecteurs et 571 bulletins en 1948. Avec trois jours d'ouverture par semaine, de 9 h à 16 h, et les semaines de fermeture, notamment au mois d'août, la moyenne de fréquentation dépasse à peine un lecteur par séance. Il y a une stagnation certaine, eu égard à la situation d'avant-guerre. Pendant trois ans, de 1956 à 1958, les statistiques font défaut en ce qui concerne Versailles. De 1959 à 1961, elles n'existent que sous la forme du nombre de paquets communiqués : en moyenne 1 112 par an.

A partir de 1962, la courbe des communications de périodiques, à Paris et à Versailles, peut être facilement établie, en fonction du nombre de paquets consultés. Pour Paris, cette courbe est dans l'ensemble ascendante, jusqu'en 1969, où elle fait un bond avec la communication de 15 889 paquets. En 1970, le nombre de paquets servis par bulletin de demande est limité. Il s'agit là d'une politique délibérée, dans l'espoir, à la fois de diminuer les transports de collections et d'encourager la lecture sur place. La tendance s'infléchit nettement jusqu'en 1974. Cette année-là marque un palier, où pour la première fois, les communications, rue de Richelieu, sont inférieures à celles de la rue Montbaouron. En 1976, on retrouve le même palier : faute de personnel, les envois ont été interrompus du 8 décembre à janvier 1977. 1975 est la dernière année où les communications de Jo à Paris dépassent celles de Versailles qui atteignent seulement 8 787 unités. Le mouvement ascendant reprend de 1977 à 1979 où il culmine pour retomber en 1980, par suite d'un nouvel effort de limitation des communications par bulletin. En 1981, les communications aux lecteurs sont supprimées à Paris. C'est la contrepartie de l'ouverture quotidienne de la salle de lecture de Versailles.

Pour nuancer ces statistiques, il faut remarquer que les lecteurs ne sont pas les seuls demandeurs de collections pour Paris ; les Services intérieurs de la Bibliothèque sont également de gros clients, principalement pour le catalogue et les bibliographies. Jusqu'en 1970, le chiffre des paquets communiqués aux lecteurs, qui atteint cette année-là 13 355 unités, inclut une partie

des emprunts des Services intérieurs. Ce fait explique également que la chute de la courbe s'accélère après cette date. Actuellement, si les communications aux Services intérieurs sont maintenues, nos collègues parisiens sont invités, de façon pressante, à venir travailler sur place, de manière à participer, tout comme les lecteurs, à la sauvegarde des collections. Pour donner un ordre de grandeur, en 1980, les communications aux Services constituaient 34 % de l'ensemble des communications à Paris, et 18 % de toutes les communications de Jo, Versailles compris. En 1981, ces communications aux Services, – les seules qui restent transférées à Paris – représentent 23 % de toutes les consultations de Jo.

La courbe des communications à Versailles reflète fidèlement le développement croissant du service des périodiques pour faire face à l'engorgement des bureaux et magasins de Paris. De 1960 à 1968 inclus, les communications s'établissent en moyenne entre 1 000 et 2 000 paquets par an. En 1969, elles atteignent 3 757 unités. Dès lors, la courbe est généralement ascendante avec quelques irrégularités : palier en 1974 (9 046), fléchissement en 1975 (8 787), reprise très nette jusqu'à un nouveau palier en 1978 (12 143). La chute légère de 1980, après la pointe de 1979, est parallèle à celle de Paris pour une raison identique : à nouveau la limitation plus stricte du nombre de paquets servis par bulletins (de 1 à 3 selon le format du périodique), ce qui correspond au règlement en vigueur.

Voyons maintenant les raisons internes de ce mouvement. En 1972, 48 quotidiens régionaux sont envoyés régulièrement à Versailles, avec un simple décalage de trois mois. Comme certaines publications d'un genre bien défini : journaux de bourse, de course, presse pour enfants, bandes dessinées, ils sont communiqués exclusivement sur place. En 1975, l'année en cours des périodiques de grand format à parution au moins hebdomadaire – environ 1 900 titres actuellement – est envoyée directement à l'Annexe et sans retour possible. Pour des raisons de place, la même année, sont transférés 500 m de périodiques étrangers de format grand folio : des collections anciennes jusqu'en 1960. Enfin, à partir de 1977, l'année en cours des revues cotées Jo est exclusivement communiquée à Versailles : on compte 17 000 titres en 1980.

En même temps que la salle de lecture devenait plus attrayante en raison de l'actualité des collections, des mesures étaient prises pour la commodité du lecteur. En 1970, la salle ouvre comme actuellement, sans interruption de 9 h à 17 h, au lieu de 16 h, et il n'y a plus de fermeture l'été. Les fiches des périodiques Jo sont photocopiées, de manière que le catalogue existe en double à Versailles, à partir de 1965. D'abord réservés au personnel pour la mise à jour des états de collections, les fichiers sont installés dans la salle de lecture, en 1977. Ces transformations, au cours de plusieurs décennies, ne se font pas sans difficultés et parfois, Versailles se sent un peu le parent pauvre. Ainsi, cette même année 1977, le chef de service note, avec désespoir, dans son rapport mensuel d'octobre : « Une nouvelle chaise s'est écroulée sous un lecteur. C'est la quatrième depuis le début de l'année. Il n'y a plus que 22 chaises. ». Il s'agit bien sûr des sièges d'origine qui étaient 30 à l'inauguration de l'Annexe. L'ouverture quotidienne n'a pas entraîné de rajeunisse-

(1) Les collections conservées dans le Bâtiment C ne peuvent être lues à Versailles que si le lecteur connaît la cote du document. En revanche, elles sont toujours régulièrement communiquées à Paris. La liaison existe depuis 1934, avec un délai maximum de 48 h.

(2) Les périodiques conservés à Versailles le sont sous des aspects variés, liés à leur format, à leur périodicité, comme aussi à la régularité du dépôt légal, car bien des collections sont lacunaires. Très peu sont reliés ; beaucoup se présentent encore en paquets. Dans un but de conservation, les journaux sont maintenant systématiquement dépliés et reclassés dans des cartons ou pochettes. Pour simplifier, nous utiliserons seulement le terme de « paquet » qui représente une unité de communication et permet le mieux une évaluation quantitative de l'activité du Service.

ment spectaculaire : le mobilier initial, avec une disposition modifiée, continue à servir, complété d'apports divers et de vingt fauteuils neufs. Il permet maintenant d'accueillir, en principe et à l'étroit, quarante lecteurs, du mardi au samedi compris. En réalité, la fréquentation est bien répartie sur les cinq jours d'ouverture hebdomadaire, de telle sorte que chacun trouve sa place.

Le nombre annuel d'entrées est un bon indice d'animation. De 80 lecteurs venus à Versailles pendant l'année 1945, on passe à une moyenne annuelle de 421 lecteurs, pendant la période 1962-1968, ce qui donne une moyenne d'un peu plus de 3 lecteurs par séance. Elle est de 5 lecteurs en 1969, avec 698 entrées, de 11 en 1972, avec 1 748 entrées, elle culmine en 1980, avec 19 lecteurs et 2 726 entrées. En 1981, à partir de l'interruption des communications à Paris, on atteint 4 141 entrées, mais la moyenne de 17,5 lecteurs par séance montre bien l'effet favorable d'une fréquentation étalée sur toute la semaine.

L'accès aux documents

La courbe des communications de Jo, étroitement liée à l'accroissement des périodiques conservés à Versailles, nous a amené déjà à décrire ces collections. L'orientation des nouveaux titres de périodiques se fait au moment de la cotation à Paris où ils reçoivent, soit une cote systématique de la Bibliothèque nationale, soit une cote Jo par format. En 1981, les cotes Jo représentent 61 % des 368 nouvelles cotes de périodiques étrangers et 92 % des 3 306 nouvelles cotes des périodiques du dépôt légal français (3).

Les bibliographies publiées par le Département des Périodiques permettent de connaître le détail du fonds. ce sont, avant tout, le *Répertoire de la presse et des publications périodiques françaises* dont la 6^e édition, portant sur les années 1977-1978, est parue en 1981, et la *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale, des origines à 1944*, catalogue collectif de périodiques par départements. A ce jour, 43 fascicules ont été publiés. La consultation sur microfilm du Catalogue général des périodiques de la Bibliothèque nationale fournit des informations complémentaires sur les collections anciennes jusqu'en 1960. Néanmoins, beaucoup de collections jugées mineures sont encore en cours de traitement. D'autre part, on connaît le caractère éminemment variable et, souvent, éphémère de la presse. En relation aisée avec les différents Services du Département à Paris, les bibliothécaires, constamment présents au bureau de la salle, sont à même de suppléer les déficiences des catalogues.

Il est évident aussi que la communication, sur place exclusivement, des collections cotées Jo facilite la satisfaction des demandes. Les statistiques de communications comportent une rubrique « réponses ». Il s'agit de réponses négatives, c'est-à-dire que le lecteur n'obtient pas le document pour diverses raisons : par exemple, parce qu'il est déjà en consultation à Paris, ou parce que son état matériel le rend incommunicable, parfois aussi parce que la demande est erronée ou imprécise. dans ce dernier cas, on peut aider le lecteur à formuler son bulletin autrement ou bien demander aux magasiniers une vérification en rayons. Ainsi, entre 1975 et 1980, le pourcentage de « réponses » pour les communications à Paris variait de 12 à 15,5 % des bulletins tandis qu'à Versailles, il se situait entre 3 et 6 %. En 1981, il est encore de 6 %.

Il est aisé mais peut-être trop facile d'opposer communication et conservation. Même si la conservation est prioritaire à la Bibliothèque nationale, elle a pour fin ultime la communication. Malgré l'application d'un plan de sauvegarde depuis 1980, les moyens accordés pour la restauration sont très loin de correspondre aux besoins. Cependant, lorsqu'un périodique est trop détérioré donc incommunicable, on propose au lecteur une communication différée d'environ deux mois pour permettre la restauration du document.

Depuis l'ouverture quotidienne de la salle, il existe sur place un service de photocopies. Son usage est cependant limité par des restrictions tenant au format, à l'état, à la présentation, reliée ou en feuilles, du périodique. La photographie faite par le lecteur ou le recours au Service photographique offrent une solution de rechange généralement comprise si on prend la peine d'expliquer au lecteur l'obligation de préserver le document. Il est certes nécessaire d'être persuasif pour assurer le service public à Versailles : faire comprendre que la feuille d'annonces distribuée gratuitement dans la boîte aux lettres ou le journal local vendu au kiosque deviennent ici d'autant plus précieux qu'ils sont sans doute conservés en exemplaires uniques.

Les lecteurs

A l'image des collections conservées à Versailles, le public qui fréquente la salle de lecture est lui-même très divers, tant par son origine socio-professionnelle que par ses demandes d'information. Les lecteurs munis d'une carte régulière de la Bibliothèque nationale constituent une élite, accueillie d'office, et sur lesquels l'Annexe possède peu de renseignements. En revanche, le bureau de la salle de lecture délivre des laissez-passer de deux

(3) « Théophraste », bulletin intérieur du Département des Périodiques, n° 58, oct.-déc. 1981;

jours, valables deux mois, qui permettent au lecteur occasionnel d'effectuer des recherches précises. Il suffit de présenter une pièce d'identité et de remplir une fiche de renseignements. A partir de ces fiches, et en fonction du Code des catégories socio-professionnelles de l'I.N.S.E.E., une approche du public de la salle de lecture peut être esquissée (4).

En 1980, 467 laissez-passer ont été délivrés, et 713 en 1981. Sur ces chiffres, respectivement 435 et 668 fiches contiennent des renseignements exploitables. Pour ces deux années, les étudiants et enseignants forment entre 33 et 34 % de ce public. Retraités et inactifs comptent pour 12 à 14 %. Les commerçants et artisans représentent entre 5,5 et 6 % ; les professions libérales environ 5 %. 24 journalistes se sont inscrits en 1980, 27 en 1981. Il est frappant de constater combien de professions sont représentées par un seul membre : entre 11 et 11,5 %. Parmi eux figurent une année, un grutier, un forain, un douanier, un chauffeur de taxi ; l'année suivante, un forestier, un frigoriste, un aiguilleur du ciel, un veilleur de nuit.

Que cherchent ces lecteurs ? Une rubrique de la fiche le leur demande, mais contre leur intérêt, un bon nombre ne sait pas ou ne veut pas le dire. Pour les deux années considérées, il y a entre 17,5 et 24,5 % de recherches indéterminées. 7 à 8 % se contentent de noter : « recherches personnelles ou familiales ». La documentation en vue de l'obtention d'un diplôme ne représente que 6,5 à 8,5 % des demandes. Seulement 1,5 à 3 % de sujets sont en rapport direct avec la profession indiquée. Environ 11 % des lecteurs viennent consulter un titre particulier. La moitié mentionne un sujet précis. Pour 1980, les centres d'intérêt sont, dans l'ordre décroissant, l'histoire (36 fiches), les recherches locales (17), la politique (16). On trouve 11 fiches pour les faits divers, l'immobilier, le journalisme, 8 pour les bandes dessinées et

la généalogie, 7 pour l'économie et les sports, 6 concernant les litiges et procès, la publicité, l'auto et la moto, la biographie. En 1981, la hiérarchie change peu. L'histoire, avec 46 fiches, et les recherches locales avec 29 restent en tête. 22 concernent le journalisme, 11 la sociologie, 10 la biographie. Chacun des sujets suivants, statistiques, économie, sports et généalogie est mentionné 9 fois.

On devine que la consultation des périodiques à Versailles se rapproche souvent plus de la lecture publique que de la recherche érudite. Ainsi, une lectrice, venue pendant les vacances, demande une revue d'annonces immobilières mais a oublié ses références : « Vous devez la connaître ! le titre est rouge et jaune ». Un jeune assistant vétérinaire demande « quelque chose sur la myxomatose » et finit par se plonger dans *Le Point vétérinaire*. Sa recherche s'avérant vaine, je lui propose de consulter une autre revue, parmi les trente-deux titres énumérés dans le *Répertoire de la presse*, à la rubrique spécialisée. Après un coup d'œil distrait et navré, il me lance en conclusion : « il n'y a rien sur la myxomatose ! » En revanche, une lectrice allemande est devenue une habituée, en dépouillant huit années du *Frankfurter Zeitung*, sur les traces de Friedrich Lieburg, l'auteur de *Dieu est-il français ?*

La masse considérable du dépôt légal, et les problèmes aigus posés par la conservation de la presse, laissent présager bien des transformations à venir pour l'Annexe de Versailles. Parmi les mesures les plus récentes, la création du Centre de la presse à Provins et l'entreprise de microfilmage des collections cotées Jo contribueront à cette évolution. Une ligne directrice demeure : lecteurs et professionnels, nous pouvons concourir ensemble à la sauvegarde et à la mise en valeur d'un patrimoine dont la richesse d'information est loin d'être épuisée. Dans cette perspective, il reste au Service public de Versailles une longue mission à accomplir.

(4) Je remercie Mmes Boulet et Meyer, sous-bibliothécaires au Service des périodiques, dont l'aide m'a été précieuse pour l'analyse socio-professionnelle des lecteurs inscrits à Versailles.

Marie-Hélène Olivier-Millot

COMMUNICATION DES COLLECTIONS Jo. 1962-1981

↑ Paquets

